



Republique Démocratique du Congo



MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Secrétariat Général du Développement Rural

Rapport des résultats 2018

**PROJET D'EXTENSION ET DE
CONSOLIDATION DE LA GESTION DES
SYSTEMES D'APPROVISIONNEMENT EN
EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DANS
LA PROVINCE DU SUD KIVU (PROGEAU –
SUD KIVU) RDC 1620111
RD CONGO**



Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	2
ACRONYMES	4
1 APERÇU DE L'INTERVENTION	6
1.1 FICHE D'INTERVENTION.....	6
1.2 EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	7
1.3 AUTOÉVALUATION DE LA PERFORMANCE	7
1.3.1 <i>Pertinence</i>	7
1.3.2 <i>Efficacité</i>	7
1.3.3 <i>Efficiences</i>	8
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i>	8
1.4 CONCLUSIONS	8
2 MONITORING DES RÉSULTATS	10
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE.....	10
2.1.1 <i>Contexte général</i>	10
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	11
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	11
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	12
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME	12
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	12
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	13
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	14
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	14
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	14
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	15
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	15
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	15
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	15
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	16
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	16
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3	17
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	17
2.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	18
2.5.3 <i>Progrès réalisés</i>	18
2.6 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4	18
2.6.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	19
2.6.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	19
2.6.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	19
3 THÈMES TRANSVERSAUX	19
3.1 GENRE	19

3.2	ENVIRONNEMENT.....	19
3.3	AUTRE	20
	1. <i>Digitalisation</i>	20
	2. <i>Économie sociale</i>	21
4	GESTION DES RISQUES	22
4.1	RÉORIENTATIONS STRATÉGIQUES.....	23
4.2	RECOMMANDATIONS	23
4.3	ENSEIGNEMENTS TIRÉS	23
5	ANNEXES.....	24
5.1	CRITÈRES DE QUALITÉ	24
5.2	DÉCISIONS PRISES PAR LE COMITÉ DE PILOTAGE ET SUIVI	27
5.3	CADRE LOGIQUE MIS À JOUR	28
5.4	APERÇU DES MORE RESULTS	31
5.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	31
5.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION	34

Acronymes

AEP	Alimentation en Eau Potable
AEPA	Alimentation en Eau Potable et Assainissement
AGE	Assemblée Générale Extraordinaire (élective)
AGD	Assemblée Générale des Délégués (ASUREP)
APS	Avant-Projet Sommaire
ASILI	Ong locale active dans la distribution d'eau dans les quartiers périphériques de la ville Bukavu (en Swahili : coutume ou tradition)
ASUREP	Association des Usagers des Réseaux d'Eau Potable
AT	Assistant Technique
AVSI	Association Volontaire pour le Service International
BE	Bureau d'Études
BF	Borne Fontaine
BP	Branchement Particulier ou domiciliaire ou privé
C4D	Communication pour le développement (communication for the development)
CARITAS/BDD	Bureau Diocésain de Développement (BDD)
CIRC	Comité International de la Croix Rouge
CNAEHA	Comité National de l'Action de l'Eau, Hygiène et Assainissement
COFIL	Comité de Pilotage
CPAÉHA	Comité Provincial de l'Action de l'Eau, Hygiène et Assainissement
DAO	Document d'Appel d'Offre
DPO	Délégué à Pied d'Œuvre
DSPE	Délégation du Service Public de l'Eau
DTF	Document Technique et Financier
Enabel	Agence belge de développement, ex CTB
EVA,	École et Village Assainis
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FDLR	Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda
GPS	Global Positioning System (Système de positionnement global)
IRC	International Rescue Committee
MERCY CORP	Ong internationale active dans la distribution d'eau dans la ville de Bukavu
Minider ou MDR	Ministère du Développement Rural
MONOP	Monitoring Opérationnel
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC
MP	Marché Public
MSF/France	Médecins Sans Frontière / France
OXFAM UK	Oxford Committee for Famine Relief United Kingdom
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PROGEAU	Programme Eau (ProgEau)
PV	Procès-Verbal
Q3	Troisième trimestre
RDC	République Démocratique du Congo

REGIDESO	Régie de distribution d'eau
RR	Représentant Résident
SGC	Service de Génie et Construction
SIDA	Syndrome d'Immunodéficience Acquis
SIG	Système d'Information Géographique
SNHR	Service National d'Hydraulique Rurale
SWA	Sanitation and Water for All
UCB	Université Catholique de Bukavu
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Projet d'extension et de consolidation de la gestion des systèmes d'approvisionnement en eau potable et assainissements dans la Province du Sud-Kivu (PROGEAU SUD-KIVU)
Code de l'intervention	RDC 16 201 11
Localisation	Province du Sud-Kivu
Budget total	2 100 000 euros
Institution partenaire	Gouvernement Provincial du Sud-Kivu
Date de début de la Convention spécifique	16 décembre 2016
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	13/12/2017
Date prévue de fin d'exécution	12/11/ 2021
Date de fin de la Convention spécifique	15 décembre 2021
Groupes cibles	Sont les populations des villages et hameaux qui seront desservis par les réseaux de Nduba, Cishado, Lujambo, Mwendo/Mudaka et de l'île d'Idjwi, toutes les populations qui ont été impliquées dans le projet précédent
Impact¹	Les conditions de vie des populations rurales du Sud-Kivu sont améliorées grâce à un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement
Outcome	L'accès durable à l'eau potable est garanti et les comportements en matière d'hygiène sont améliorés dans les 8 réseaux d'alimentation en eau potables ciblés dans la province du Sud Kivu
Outputs	R.1. Des systèmes d'eau potable dans la province du Sud Kivu sont réhabilités selon les règles de l'art et avec des technologies appropriées R.2. La gestion communautaire est améliorée au travers de la consolidation et de l'appui à la constitution d'ASUREP R.3. Les pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées dans la zone couverte par le projet. R4 : Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrages et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées
Année couverte par le rapport	2018

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

1.2 Exécution budgétaire

	Budget (€)	Dépenses (€)		Solde (€)	Taux de déboursement à la fin de l'année 2018
		Années précédentes 2017	Année couverte par le rapport (2018)		
Total	1 091 500	4844,18	26001,89	1 060 654	2,83 %
Résultat 1	813 000	4844,18	20098,05	788058	3,07 %
Résultat 2	118 500	0,00	3266,11	115 234	2,76 %
Résultat 3	105 000	0,00	2228,73	102 771	2,12 %
Résultat 4	55 000	0,00	409	54 591	0,74 %
...					

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	B

En dépit des implications financières des bailleurs bi et multilatéraux, le bilan du secteur Eau, Hygiène et Assainissement de la RDC au regard des objectifs des ODD reste toujours faible. Selon le rapport de l'UNICEF, ce pays se place en fin de peloton 147^{ième} position sur 149 pays classés. Ce triste constat se retrouve dans la recrudescence des cas du choléra en 2018. Les zones traditionnelles endémiques de l'Est, sont concernées et d'autres maintenant également. Les faubourgs de Bukavu n'ont pas été épargnés.

Le Programme Eau Sud Kivu de l'Enabel s'inscrit bien dans les politiques et priorités provinciales, nationales (droit constitutionnel à l'Article 48) et dans la stratégie belge puisque visant à améliorer l'accessibilité à l'eau potable (desserte et qualité). Projet pertinent vis à vis des besoins des bénéficiaires et particulièrement les enfants et les jeunes femmes, premiers concernés par la corvée, pertinent car répondant directement à la prévention des maladies diarrhéiques et autres maladies liées à la mauvaise qualité de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

Etant donné que le projet est en phase de mise en œuvre, l'efficacité est peu perceptible au niveau des résultats, taux d'exécution global reste cependant conforme à un démarrage (estimé à au moins 10 %).

Les bases de mise en œuvre sont présentes et de manière générale, l'intervention a réussi à adapter ses stratégies de mise en œuvre en fonction des réalités et contextes de la province en apportant pragmatisme et réactivité. On note cependant que les reports de déploiement des équipes (contexte politique, restriction budgétaire) ont cependant retardé le démarrage.

De manière générale, toutes les acquisitions nécessaires au service ont été anticipées et déployées : location bureau, mise à disposition des équipements de bureautique, mobilier, véhicules, ...

Le projet a démarré de manière opérationnelle dans le quatrième trimestre et le personnel d'équipe est en place depuis septembre 2018. Enfin, on notera que toutes les études concernant les travaux de réhabilitation ont été lancées afin d'assurer la remise de DAO début 2019,

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

Bien que le projet ne soit qu'au tout début de sa phase d'exécution, les ressources (financières, RH et logistiques) ont été optimisées au regard des contraintes budgétaires (diminution de budget de 30 % au mois d'avril, concourant à décaler le déploiement des équipes sur le terrain) et des tensions politiques marquées entre RD Congo/Belgique (en janvier aucun marché public n'a pu être lancé, publié ou attribué et aucune publication de poste n'a été autorisée). Finalement, le déploiement des équipes ajustés avec le budget a été effectué en septembre en ayant assuré le démarrage conjoint avec les 2 autres interventions.

L'efficience du projet reste cependant bonne à la vue de l'ensemble des études lancées, suivies par la Coordination afin d'assurer la disponibilité des DAO pour début 2019

1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	C

L'objectif principal de la stratégie du PROGEAU du Sud Kivu est basée sur une approche de gestion communautaire (ASUREP). Soutenir la pérennisation des infrastructures mises ou à mettre en place en assurant à travers les ASUREP les capacités à fournir les services de base en matière de distribution d'eau de boisson.

Pour ce faire, le projet a identifié les forces et faiblesses des ASUREP lors de l'étude Baseline.

- ⇒ Les forces : la capacité à distribuer l'eau (est une réalité dans les zones péri-urbaines,) et à maintenir un relatif service minimal en autonomie, ainsi que la signature des Statuts et ROI, ouverture de compte bancaire, ...
- ⇒ Les faiblesses : assumer sans cadre réglementaire défini, ni signé avec l'autorité décentralisée la double casquette de maître d'ouvrage délégué (informellement) et celui d'opérateur de gestion. La gestion déléguée aux ASUREP reste celle du minima, pas ou peu d'investissement, vente insuffisante d'eau par potentiel bénéficiaire en grande partie due au très faible pouvoir d'achat des populations, manque d'innovation, de marketing, faible capacité technique & managériale., En zone rurale, l'eau n'est pas encore payée au bidon et le règlement au forfait n'est pas rentable pour ces réseaux.

Le Programme Eau avec ses multiples partenaires devra se saisir des opportunités ci-après pour bien évoluer :

- La loi sur l'Eau avec la possibilité de sous-traiter partiellement ou totalement les activités de l'UG ;
- La non remise des décrets d'application qui laisse la possibilité d'introduire un protocole d'accord entre l'ASUREP et l'entité décentralisée de la province ;
- Le déploiement d'autres outils de gestion, notamment le paiement du service de l'eau par la téléphonie mobile ;

1.4 Conclusions

On relève que :

- ⇒ Le projet est opérationnel, la phase d'exécution est démarrée,
- ⇒ L'absence d'accès à l'eau de qualité pour une large majorité de la population péri-urbaine de Kindu et l'installation du choléra dans la zone confirme la pertinence maximale du projet.
- ⇒ Bien que l'efficacité du projet n'ait pas de problème particulier, l'efficience n'a pas été cependant optimale cette année et ce en raison des conditions externe à l'exécution de ce projet (restriction budgétaire, raisons diplomatiques, politiques et sécuritaires).

- ⇒ Que la durabilité constitue un point d'attention particulier en raison de nos observations sur les points faibles que sont l'alimentation des réseaux en pompage sur énergie électrique et les capacités limitées de gestion des ASUREP et l'absence de cadre réglementaire.



2 Monitoring des résultats

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

Les échéances électorales organisées en 2018 sur l'ensemble du territoire national (le 30 décembre tenue des élections générales présidentielle, législatives & provinciales) ont eu un impact négatif sur les activités du projet tout l'année (conflit politique Belgo Congolais). En fin d'année le personnel Enabel tant international que national /engagé depuis Kinshasa a été ramené à Kinshasa, période au cours de laquelle aucun déplacement sur terrain, ni missions n'ont été autorisés par mesures sécuritaires.

Les anxiétés enregistrées pendant cette période électorale ont poussé les partenaires institutionnels majoritairement en déplacement afin de sensibiliser leurs électeurs, rendant difficile l'écoute et la disponibilité.

On a constaté en 2018 que les mêmes autorités ont interféré de manière parfois directe dans les activités des ASUREP sans coordination, rendant confus le soutien et démoralisant les ASUREP, cas de Cishado et de Lujambo

On relève, au Kivu nombre d'intervenants avec un manque de coordination des actions de développement, ci-dessous un exemple lors de travaux d'ouverture de pistes lancés par la Province sans s'assurer préalablement de la présence de canalisations au réseau de Cishado.



Clandestins s'approvisionnant sur une conduite trouée après travaux de d'ouverture de piste



Travaux de réhabilitation de la RN 2, mettant en péril l'adduction de l'ASUREP Cishado

Sur le plan sanitaire, les cas de choléra ont été enregistrés à travers toute la province du Sud Kivu zone endémique traditionnelle.

On relève que la population touchée par le programme a été évaluée en considérant l'emprise des réseaux existants (rayon de 250m par BF en péri urbain et 500 m en rural), sur une combinaison d'images satellite avec confirmation par enquêtes. Les données transmises par les centres de santé ainsi que les autorités n'étaient pas de précision suffisante (issue du recensement 1980 extrapolé par taux accroissement géométrique de 3). Un total d'environ 100 000 personnes constitue la population cible de ce projet qui se réparties par réseau comme suit (tableau 1) :

Tableau 1. Répartition de la population bénéficiaire par réseau

Réseau	Effectif
Cishadu-Buhozi	50 525
Lujambo	11 362
Mwendo Mudaka	21 724
Nduba	8245
Île d'Idjwi (Nduba, Katonda, Nyakaliba)	6916
TOTAL PROGEAU Sud Kivu	98 772

2.1.2 Contexte institutionnel

Au cours de l'année 2018, une collaboration est enregistrée entre l'Enabel et les Ministères provinciaux sectoriels du Sud Kivu, principalement celui des Ressources hydrauliques & Energie et de Développement Rural, deux institutions en charge de l'eau dans la province. Idem pour les services techniques du secteur comme le SNHR Sud Kivu où ses techniciens ont été impliqués dans la mise en œuvre du projet, en qualité de contrôleur des travaux.

Ce climat de bonne collaboration s'est illustré lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire et Elective des Délégués (AGED) de l'ASUREP Lujambo. Sur ce site, le Bureau technique du Gouvernorat de province et le représentant du Ministère provincial du Plan ont superviser cette AGED où une tension s'était installée au sein de la communauté (entre les dirigeants de l'ASUREP et la population locale, et aussi entre le Conseil d'administration et l'Unité de gestion.)

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Sur la majeure partie de 2018, l'équipe de la Coordination avec l'appui de la RR/Enabel, a continué à gérer le Programme Eau jusqu'à l'installation des équipes de projets en province à partir de septembre.

Il y a lieu de noter que :

- La redéfinition des indicateurs de suivi du cadre logique et de la matrice des risques via l'étude baseline a été réalisée pour le démarrage du projet ;
- Tout le personnel recruté a signé un contrat COD de 2 ans devant permettre à Enabel de pouvoir le renouveler en fonction de l'état d'avancement du projet et de la clôture des activités sans être lié pour tous à la durée projet ;
- Le PROGEAU Mbuji Mayi est installé dans quartier bien sécurisé dans la parcelle Caritas, avec la disponibilité des services Eau / Electricité et d'hangar.
- La deuxième réunion du Comité de Pilage du Programme Eau s'est tenue dans le délais prévu, soit le 05 décembre 2018. (Photo ci-dessous)



Déroulement du COPIL du 05/12/2018, i présent, le président et Secrétaire permanent du Minider, le représentant Enabel et le RAFI du programme.

Il sied de relever également l'appui de l'Archevêque catholique de Bukavu, qui par la sensibilisation auprès des populations villageoises par le biais de ses paroisses, a facilité le travail de levés topographiques du réseau de Mwendo Mudaka de l'équipe Enabel. (Le réseau d'eau débouchant jusqu'à l'UCB)

2.1.4 Contexte HARMO

De très nombreux partenaires dans la province du Sud Kivu sont présents dans le secteur EHA (OXFAM UK, MSF/France, Solidarité Internationale, IRC, CIRC, CARITAS/BDD, ASILI, AVSI, USAID, MERCY CORP/Coopération Suisse, UNICEF à travers son programme EVA, la REGIDESO, le SNHR, ...), Les premiers contacts et échanges d'informations sont assurés, pour éviter notamment les doubles financements et profiter d'éventuelles synergies entre les projets.

2.2 Performance de l'outcome



On relève que certaines valeurs cibles sont encore en cours d'acquisition, d'autres ont été consolidées de l'étude Baseline. Les renseignements sont conformes avec le logiciel de suivi opérationnel PILOT.

2.2.1 Progrès des indicateurs2

Outcome : L'accès durable à l'eau potable est garanti et les comportements en matière d'hygiène sont améliorés dans les 8 réseaux d'alimentation en eau potables ciblés dans la Province du Sud Kivu					
Indicateurs	Site / réseau	Valeur de la Baseline	Valeur année 2018	Cible année 2018	Cible finale ³
Consommation spécifique (l/j/pers)	Cishadu-Buhozi	1,3	3,6		10
	Lujambo	n c			10
	Mwendo Mudaka	n c			10
	Nduba	n c			10
	Ile d'Idjwi (Katonda, Nkola et Nyakaliba)	n c			10

Valeur cible de la "Population", confère § 2.1.1 tableau 1, est figée jusqu'à la fin du programme et considérée égale à la donnée issue de l'étude Baseline 2018 afin d'évaluer l'évolution de la consommation réelle en évitant de conditionner l'évolution par mouvements de population (à la hausse comme à la baisse).

La valeur de référence de la consommation spécifique est le ratio du volume vendu / population. La valeur cible est de 10 l/jour/personne mais pour Cishadu Buhozi et Nduba le débit de production "source" est un facteur limitant et ne devrait pas permettre plus de 8l.j.pers à Cishadu et 9l/j/pers à Nduba. On relève qu'à Cishadu, des discussions pour améliorer le débit sont en cours avec le propriétaire qui bloque tout accès.

A noter, enfin que suite l'étude baseline, on a relevé que le réseau de Kizibaziba de l'île d'Idjwi n'est plus fonctionnel (donc non repris), le captage de source a été détournée vers un centre de santé par la Monusco quelques années passées. Le réseau n'est plus existant et donc plus repris dans la liste.

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Le processus de changement prôné par ce projet envisage par des activités d'appuis et des travaux de réhabilitations d'augmenter la disponibilité et l'accès à une ressource en eau de qualité et durable afin d'améliorer durablement les conditions de vies des populations ciblées.

L'accès à l'eau par les populations se mesure par un indicateur de choix : la consommation spécifique, qui indique non seulement le fait que la population a accès à de l'eau en quantité et qualité suffisante, mais aussi que cette population est prête à acheter cette eau, ce qui permet de garantir une durabilité au changement recherché.

- Progrès réalisés par rapport à l'Outcome :

Si le projet n'en est qu'à ses débuts, l'étude baseline a quand même permis de mettre à disposition (i) un état des lieux complet et détaillé des réseaux, (ii) une cartographie numérisée de chacun des réseaux avec l'ensemble des informations géographiques tant sur les réseaux que sur les ASUREP, (iii) une révision du recensement des bénéficiaires, (iv) les débits réels de production ;

Cette étude baseline a aidé à fixer la valeur cible pour le suivi évaluation de l'Outcome à 10 L/hab/jour pour la consommation spécifique d'eau potable au regard des capacités des populations à payer l'eau. Fin 2018, sur le seul réseau fonctionnel est de 2.5 L/hab/jour, soit un quart de la cible avec une variation du simple au double entre la saison sèche et pluvieuse.

- Le changement recherché devrait aboutir partiellement

A ce stade, il semble important de remarquer que les cibles de distribution d'eau, basée sur une consommation de 10 L/hab/jour sont déjà pour certains réseaux (Big Five et Basoko) inatteignables en raison du débit de production du captage, au mieux devrait être de 8l/j/pers.

Les cibles intermédiaires des années 2019, 2020 et 2021 considèreront ces limitations physiques.

Il a été relevé lors des enquêtes réalisées pendant l'étude baseline que les gens affirment utiliser de l'ordre de 20 litres par jour et par personne. Cette eau provient de plusieurs autres sources (rivière, eau de pluie, puits traditionnel, ...) et pas uniquement du captage.

En réalité, il faut faire la distinction entre les usages de l'eau : l'eau de surface est utilisée généralement pour la toilette ou la lessive et si pas d'eau de meilleure qualité n'est disponible, elle l'est aussi pour la boisson. Si de l'eau de captage, de qualité bien meilleure, est disponible, elle servira exclusivement d'eau de boisson, voir un peu de cuisine (notamment en raison de son prix élevé), et donc n'est pas nécessaire en grande quantité (un total de 3 à 5 L/hab/jour serait déjà suffisant et correspond plus à la cible présente du réseau fonctionnel.).

La quantité d'eau consommée sera donc analysée au regard des changements de comportements, mais de grande variation ne devrait pas être présente vue le très faible pouvoir

d'achat. (on a relevé qu'en moyenne déjà que le coût de l'eau est de l'ordre de 5 à 10% du budget de la ménagère.)

Afin d'améliorer la consommation spécifique, un travail de suivi sera fait à la production (débit captage, réparation de fuite, ...) ainsi qu'à la distribution (monitoring du suivi de paiement aux points d'eau, réparation des fuites, ...).

Ci-dessous quelques activités menées



Levés topographiques source Kamira 2 du réseau de Mwendo Mudaka jusqu'aux bâtiments de l'UCB

2.2.3 Impact potentiel

Dans un contexte où les populations n'ont pas ou rarement accès à une source d'eau de qualité pour les besoins primaires, il est incontestable que le fait de permettre cet accès, par les activités fixées par ce programme, va découler sur une amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires.

Si l'Outcome aboutit, l'Impact de ce projet sera substantiel sur les communautés ciblées.

2.3 Performance de l'output 1



2.3.1 Progrès des indicateurs

Issue de la Baseline, seuls les indicateurs ayant un lien avec le processus de changement sont déclinés ci-dessous :

Output 1 : Des réseaux d'eau potable dans la province du Sud Kivu sont réhabilités selon les règles de l'art et les technologies adaptées					
Indicateurs	Site / Réseau	Valeur de la Baseline 2018	Valeur année 2018	Cible année 2018	Cible finale
Nombre de bornes fontaines fonctionnelles*	Cishadu-Buhozi	47	47	47	55
	Lujambo	34	34	34	43
	Mwendo Mudaka	40	0	0	42
	Nduba	20	20	20	37
	Ile d'Idjwi (Katonda ; Nkola, Nyakaliba)	25	25	25	36

*Le fonctionnement des bornes fontaines corrobore le fonctionnement opérationnel du réseau.

2.3.2 État d'avancement des principales activités

Les captages de sources sont déjà effectués et fonctionnels. A ce niveau une seule intervention à Nduba est prévue afin d'augmenter le débit actuellement trop faible (perspective de le doubler) et discussion sur Cishado avec le propriétaire et les autorités pour faire accepter la possibilité de capter plus d'eau vers le réseau.

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Les activités viennent de démarrer avec la phase finale d'études de l'ensemble des travaux sur les 4 réseaux Mwendo Mudaka, Cishadu, Lujambo et Nduba. L'île d'Ijwi restant en appui soft quasiment exclusivement

Quelques travaux de réhabilitation déjà r

éalisés sur le réseau Nduba, notamment au second réservoir, celui de 20 m³ (en état initial insalubre et fragile), de certaines BF et l'installation d'une chambre de vanne au réservoir de 30 m³

A ce stade les activités sont essentiellement liées aux études et constats sur l'état des réseaux souvent complexe et sous dimensionnés, avec des conduites non adaptées aux pressions de manière générale.



Réservoir 20 m³ du réseau Nduba



BF n° 15 du réseau de Nduba réhabilitée

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : La gestion communautaire est améliorée au travers de la consolidation et de l'appui à la constitution d'ASUREP					
Indicateurs	Site / Réseau	Valeur de la Baseline	Valeur année 2018	Cible année 2018	Cible finale
Nombre de contrôle de la qualité bactériologique de l'eau réalisé	Cishadu-Buhozi	0	3	3	Minimum 2/an ; Eau potable qualitatif
	Lujambo	0	2	2	Minimum 2/an ; Eau potable qualitatif
	Mwendo Mudaka	0	1	1	Minimum 2/an ; Eau

					potable qualitatif
	Nduba	0	1	1	Minimum 2/an ; Eau potable qualitatif
	Ile d'Idjwi (Katonda, Nkola, Nyakaliba)	0	0	0	Minimum 2/an ; Eau potable qualitatif
Existence d'une convention de Délégation entre ASUREP et la Commune	Cishadu-Buhozi	Non			Oui
	Lujambo	Non			Oui
	Mwendo Mudaka	Non			Oui
	Nduba	Non			Oui
	Ile d'Idjwi (Katonda, Nkola, Nyakaliba)	Non			Oui
Compte d'exploitation tenu	Cishadu-Buhozi	oui	1	1	12/an
	Lujambo	non	0	0	12/an
	Mwendo Mudaka	non	0	0	12/an
	Nduba	non	0	0	12/an
	Ile d'Idjwi (Katonda, Nkola, Nyakaliba)	non	0	0	12/an

2.4.2 État d'avancement des principales activités

La plupart des activités sont en démarrage avec l'installation de l'équipe opérationnelle du projet. L'acquisition de matériel, pour l'analyse bactériologique par exemple, accompagnée de la formation des staff opérationnels font partie de la mise en place de ces activités. Quelques mesures d'analyse bactériologique de l'eau avec les ASUREP sur les BF, aux sources et points d'eau traditionnels (ASUREP Cishado à 3 reprises, Lujambo deux fois et une fois à Mwendo & à Nduba)

Première activité réalisée concerne entre autres, le renforcement de capacité dans le cadre de fonctionnement de l'ASUREP Lujambo qui a eu lieu et celui-ci a permis le renouvellement de tous les membres du Conseil d'Administration. De son initiative, avant l'installation du Bureau du PROGEAU au Sud-Kivu, l'ASUREP Cishadu venait également de renouveler le bureau de son Conseil d'Administration (CA) en juin 2018.

Concernant les Statuts et ROI des ASUREP, ainsi qu'une Convention de délégation du service public de l'Eau (DPSE) entre l'ASUREP et l'Entité Territoriale Décentralisée (ETD) tous ces documents ont été rédigés et validés avec le Ministère de Développement rural pour remise aux autorités provinciales afin d'une appropriation locale.

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Les premiers renouvellements des membres du CA montre une certaine capacité fonctionnelle des réseaux. Il reste de efforts substantiels à faire notamment pour assurer non pas uniquement le renouvellement des membres du CA mais bien de l'ensemble de l'assemblée générale. L'étude baseline a révélé trop peu de compréhension du rôle de l'ASUREP par les populations cela vient notamment d'un non renouvellement des membres de l'assemblée générale. Il est prévu ce renouvellement sur un mode simple d'élection sur tirage au sort des volontaires repris par quartiers.



Délégués à l'AGED Lujambo.



Le Chef de Poste donnant les conseils aux élus au CA

Concernant l'analyse des points d'eau utilisés, les analyses aux sources, ainsi que sur quelques BF sont toutes conformes. Le débit généralement peu variable au cours de l'année montre une très faible vulnérabilité.

Il est prévu de standardiser les mesures avec les ASUREP et d'assurer par un Bureau de contrôle autorisé quelques mesures, notamment contractualiser avec l'OCC (Office Congolais de Contrôle) avec les assureurs si le coût est accessible.

On relève que la production de la rédaction des documents relatifs à la DSPE a eu pour objectif recherché étant d'assurer un cadre réglementaire stable, définissant clairement les responsabilités de chacun, notamment en termes de propriétaire des infrastructures, modalités de gestion, ce processus indispensable est en cours d'avancement.

2.5 Performance de l'output 3

2.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : Les pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées					
Indicateurs	Site / Réseau	Valeur de la Baseline	Valeur année 2018	Cible année 2018	Cible finale
Existence et synergie avec un comité d'hygiène présent dans le périmètre du réseau	Cishadu-Buhozi	Non			Oui/qualitatif
	Lujambo	Non			Oui/qualitatif
	Mwendo Mudaka	Non			Oui/qualitatif
	Nduba	Non			Oui/qualitatif
	Ile d'Idjwi (Katonda ; Nkola, Nyakaliba)	Non			Oui/qualitatif
Des équipements liés à l'assainissement et l'hygiène individuels sont réalisés	Cishadu-Buhozi	0			Oui/qualitatif
	Lujambo	0			Oui/qualitatif
	Mwendo Mudaka	0			Oui/qualitatif
	Nduba	0			2
	Ile d'Idjwi (Katonda ; Nkola, Nyakaliba)	0			2

2.5.2 État d'avancement des principales activités

L'équipe opérationnelle a commencé à investiguer sur les activités/actions des partenaires WaSH actifs dans la zone d'intervention afin de voir comment des synergies sont envisageables.

L'étude socioéconomique Baseline du projet a montré quelques pratiques et dispositifs actuels en matière d'hygiène qui pourront cibler les activités en accentuant sur le lavage des mains, l'assainissement des ordures toutes activités à mêler avec un comité hygiène à mettre en place.

A noter, lors de la Journée Mondiale des Toilettes pour la promotion de bonnes pratiques de lavage des mains, deux caravanes organisées sur toute l'étendue des réseaux de Nduba et de l'île d'Idjwi, avec implication des autorités politico - administratives de ces entités. A Nduba, on a noté la présence des délégués de Cishadu, Lujambo et Mwendo Mudaka. A Idjwi par contre, les 3 ASUREP ont fait parties de la caravane. On a enregistré une affluente de la population, singulièrement des femmes et des jeunes, aussi des membres de dites ASUREP et ceux des zones de santé de ces sites d'intervention. Par la même occasion, les ASUREP ont été dotées des mégaphones de sensibilisation pour la continuité de l'action.



L'administrateur du territoire (AT) de Walungu et le Délégué du Mwami de Walungu lors de la journée de lavage des mains devant le grand public et forces vives du territoire.



Ci-dessus A Idjwi, la sensibilisation au lavage des mains des délégués des ASUREP et d'autres participants devant l'AT & le délégué du Mwami Rubenga

2.5.3 Progrès réalisés

Seules des activités préliminaires ont pu être réalisées en 2018 et des informations issues de la baseline à savoir :

- ✓ Qu'à plus de 98 % de ménages enquêtés (ME), l'usage des latrines est une réalité (majoritairement traditionnel et souvent partagé).
- ✓ Également plus de 98 % de ME témoignent de se laver les mains avant et après le manger (ce qui est lié directement avec la coutume de manger avec les mains), l'eau utilisée est souvent partagée (même bassine). Cependant, seulement 50 % de ME témoignent se laver les mains après avoir été aux selles. Ces informations permettent d'orienter les activités liées aux améliorations dans les pratiques liées à l'hygiène et l'assainissement. On retiendra par exemple ce qui pourrait permettre de se laver les mains en réduisant le stockage de l'eau au foyer (principe du Canacla du Sénégal), ou toutes les synergies qui nous pourrions mener entre un Comité hygiène et les ASUREP afin de sensibiliser au quotidien les populations (assainissement des points d'eau, amélioration du stockage à la maison, se laver les mains aux moments clés, utilisation du savon,

2.6 Performance de l'output 4

2.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4 : Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrages et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées					
Indicateurs	Site/Réseau	Valeur de la Baseline	Valeur année 2018	Cible année 2018	Cible finale
Nombre de note de capitalisation	Projet	0			1

2.6.2 État d'avancement des principales activités

Pas d'activité directe sur cet indicateur, mais en coordination avec les 2 autres projets, il est envisagé le recrutement d'un Chargé de communication en 2019. L'agent sera donc transversal aux 3 projets et en collaboration avec les ressources de la RR/Enabel, il aura comme tâche principale l'appui au résultat 4

2.6.3 Analyse des progrès réalisés

A ce stade du projet, pas de progrès enregistré

3 Thèmes transversaux

3.1 Genre

Les femmes et les enfants, particulièrement les petites filles, sont les premiers bénéficiaires des réseaux d'eau potable. En effet, outre l'allègement de la pénibilité des opérations de puisage par la proximité des points d'eau, l'utilisation de l'eau propre, même si elle est limitée à l'alimentation, améliore fortement la santé des consommateurs.

L'amélioration de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement à des conséquences en matière de santé publique spécialement sur les conditions de vie des femmes et des petites filles et garçons (La proportion des petites filles et petits garçons à collecter l'eau restent très proche.)

Le projet porte aussi une attention particulière à la représentativité des femmes dans les ASUREP afin d'approcher le taux de 50 % dans les structures de gestion et d'administration (renforcement du rôle social des femmes). A Lujambo, l'indicateur "proportion de femmes dans le CA" est largement atteint, car après l'AGE, le nouveau Conseil d'Administration est composé de 3 femmes sur 7 membres soit 43 %, et cela sans prendre en compte l'Unité de Gestion. Pour l'unité de gestion, dans tous les réseaux 95 % de fontainiers sont des femmes. Le résultat a donc déjà été au-delà de la cible de 25% ce qui est encourageant, la sensibilisation et le bon sens à su se faire correctement entendre.

Malgré les barrières culturelles et parfois le faible % de femmes instruites, les ASUREP acceptent facilement d'intégrer le monde.

3.2 Environnement

Ce projet de l'Enabel est construit de manière aussi neutre que possible pour l'environnement. Tous les captages sont gravitaires nécessitant aucunes sources d'énergie

- Le prélèvement d'eau dans les captages prend en compte la nécessité d'un prélèvement partiel (Loi de la RDC) qui assure de ne pas assécher les zones humides concernées. Les habitants environnants ont toujours une eau pour leur usage (source aménagée pour les populations riveraines, étangs piscicoles, champs de haricot, nettoyer les récoltes...);
- Les membres des ASUREP, seront formés à l'assainissement des points d'eau comme les sources captées & les BF, à la préservation de la qualité de l'eau potable et à la lutte anti érosive en vue de la

- protection des ouvrages hydrauliques qui seront construits ou déjà réalisés ;
- Les activités permettant la promotion de l'hygiène et l'assainissement cherchent à promouvoir des techniques locales et utilisation des matériaux locaux afin de faciliter la reproduction par les bénéficiaires. A cet effet, Le projet accorde une attention particulière afin d'éviter toute contamination de l'environnement par les contaminants comme excréments et autres purins d'animaux, les pesticides aux abords de captage, ..., tout cela est bien surveillé. Le projet instruit les ASUREP de clôturer afin d'éviter toute intrusion dans l'aire de captage ou aux abords des ouvrages hydrauliques par les humains ou les animaux, et même des pratiques des cultures qui nécessitent des traitements phytosanitaires (rouissage des maniocs par exemple). Au réservoir de Lujambo, au réservoir de Cishadu, au Captage de Nduba, le projet a formulé ces recommandations aux ASUREP afin d'installer les clôtures en haies vives au Sisal (Agave) dont l'enracinement n'a pas d'incidence sur les ouvrages.

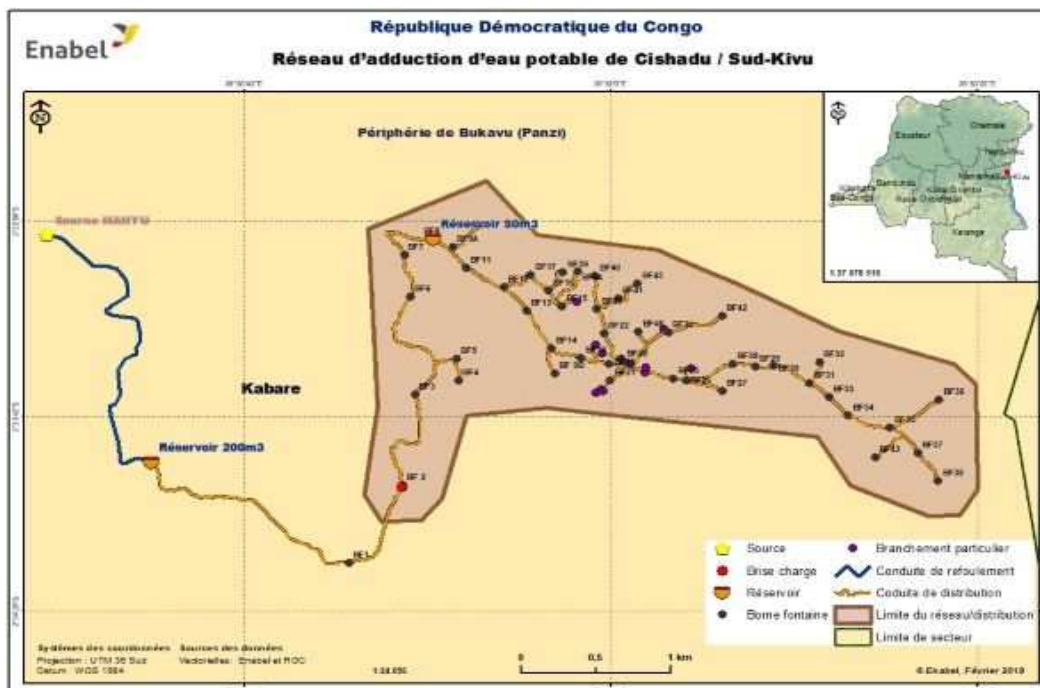
3.3 Autre

1. Digitalisation

La réalisation de l'étude Baseline du programme a permis de mettre en place une base de données contenant divers types d'informations, notamment celles relatives à la géo spatiale pour tous les réseaux, donc de la cartographie numérisée de chacun des réseaux.

Un Expert en SIG (Système d'Information Géographique) a été recruté pour ce faire afin d'assurer la cartographie d'informations issues du suivi évaluation des activités des projets. Pour le Sud Kivu, il a été organisé au courant du mois d'octobre une session de formation SIG pour son staff technique, qui a porté sur le paramétrage de GPS, les techniques d'utilisation et transfert des données GPS via internet pour permettre aux techniciens du projet de mieux exploiter les informations géo spatiales issues de l'étude Baseline et de bien collecter de nouvelles données sur les réseaux au moyen du récepteur GPS afin d'actualiser chaque fois (la mise à jour) la base de données du ProgEau.

Ci-dessous un exemple sur le réseau Cishadu :



2. Économie sociale

Le fonctionnement même des ASUREP à un but d'économie sociale. En effet, la gestion communautaire de ces mini réseaux permet de générer localement quelques emplois. Dès lors que ces ASUREP fonctionnent correctement, elles doivent générer des recettes permettant de faire fonctionner et d'entretenir le réseau. Aussi le Canacla made in Sud Kivu s'il est bien fonctionnel, il va permettre la création de petits métiers aux potiers, car les ménages vont en acheter.

Un artisan potier de Bukavu et les artisans autochtones d'Idjwi spécialisés dans la poterie sont amenés à concevoir un prototype local de récipient assurant au foyer de conserver l'eau et la distribuer de manière raisonnée pour le lavage des mains sur l'exemple du Canacla du Sénégal pour le lavage des mains sans manipulation du robinet et à consommation réduite d'eau.



Prototype "Canacla made in Bukavu" au séchage avant cuisson dans un four. Il est prévu une réunion de présentation du Canacla afin de connaître : sa fonctionnalité et sa contenance (en terme de litres), son poids, etc...

4 Gestion des risques

Seuls les événements non maîtrisables à ce jour sont repris comme risques, les autres défis & tant considérés comme des problèmes.

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
N°	DESCRIPTION DU RISQUE	Catégorie	Probabilité	Impact	RESULTAT	MESURES D'ATTENUATION	Responsable	Date butoire	Avancement	Situation
RSK-01	Instabilité politique entravant l'approvisionnement, voire l'exécution du Projet	OPERATIONEL	Moyenne	Moyen	Risque MOYEN	Suspension momentanée du projet jusqu'au rétablissement de l'ordre public ou de bonnes conditions de travail Proximité du Rwanda et Burundi permettant un approvisionnement.	RR/Enabel	Au cas par cas	Suivi de la situation électorale	En cours
RSK-02	Le budget réel des travaux dépasse le budget estimé.	FINANCIER	Moyenne	Considérable	Risque HAUT	Suivi rapproché avec les études en cours en phase préparation des DAO, envisager certaines modifications budgétaires interne si nécessaire	PROGEAU	Q3/2019	Les Appels offres ne sont pas encore tous disponibles	En cours
RSK-03	La date d'exécution du projet dépasse la limite de la date d'expiration de la convention spécifique	OPERATIONEL	Moyenne	Considérable	Risque HAUT	Le délai d'exécution du projet est collé à la date de fin CS sans marge de manœuvre en cas de glissement ou retard.	PROGEAU	Continu		
RSK-04	Les ASUREP " rentables " sont convoitées par des autorités locales (cas actuel de Lujambo)	DEVELOPEMENT	Moyenne	Considérable	Risque HAUT	Demander une intervention des autorités provinciales pour régler ces questions Faire connaître l'importance des ASUREP dans le cadre de la nouvelle loi sur l'eau	ASUREP, PROGEAU, Autorités Provinciales et Locales	Cas par cas		
RMA-06	Implication faible des autorités locales et provinciales	REPUTATION	Moyenne	Considérable	Risque HAUT	Négociation, plaidoyer et informer la Coordination/COFIL	PROGEAU, ASUREP, RR/Enabel, Autorités provinciales & locales, COFIL	De façon permanente		
RMA-07	La maintenance des installations n'est pas assurée après la mise en service	DEVELOPEMENT	Moyenne	Considérable	Risque HAUT	La durée de l'accompagnement des ASUREP fixée à deux années après la mise en service d'un réseau est absolument nécessaire. Données à évaluer à chaque réunion de la Coordination Mise en place de mécanisme de stratégie de sortie de l'appui	ASUREP, Autorités locales & PROGEAU	Cas par cas		

5 Pilotage et apprentissage

5.1 Réorientations stratégiques

Etant en phase de début d'exécution, aucune réorientation stratégique n'a été envisagée pour les prochaines années.

5.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite

5.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
<i>Une implication des instances partenaires dans la définition des travaux et leur exécution est un atout dans l'appropriation et la durabilité de l'action initiée.</i>	<i>Représentation. EST- Gouvernance</i>

6 Annexes

6.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
		X		
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
X	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
x	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
		X		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
x	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		

	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
x	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
x	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale		A	B	C	D
			x		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?					
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.			
x	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.			
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.			
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.			
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?					
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.			
x	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.			
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.			
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.			

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
			x	
4.1 Durabilité financière/économique ?				
A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
x C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?				
A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
x C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?				
A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
x C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.			
D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?				
A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).			
B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.			
x C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.			
D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.			

6.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision à prendre					Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Validation et adoption du rapport de l'étude Baseline	Déc-18		PV COFIL	PV COFIL	Signature des documents	ProgEau	déc. 2018	PV Réalisé et signé	closed
les provinces mettent et sécurisent les espaces/terrains pour implémenter les réseaux	déc-18		PV COFIL	PV COFIL	Suivre l'avancement du dossier avec l'Administration de la province et les ASUREP	PROGEAU, Province et ASUREP	Q1 2019	Dossier en cours, suivi par le Chargé de l'Ingénierie Sociale	ONGOING
Coordination de la stratégie de communication pour le développement (C4D)	Déc-18		PV COFIL	PV COFIL	Posséder une stratégie communication	PROGEAU	Q3/2019	Stratégie élaborée	ONGOING
					S'appuyer sur l'expert junior Enabel de la REP			Poste à lancer	
Que les inspecteurs & Chefs de Division délégués au COFIL restituent auprès des ministres de tutelle les décisions des COFIL	déc. 2018		PV COFIL	PV COFIL	Obtenir le feedback sous forme d'un petit rapport des membres représentant les provinces quant à ce	Membres de COFIL de province	Après chaque réunion du COFIL	Garder les contacts	ONGOING
Obtenir et vulgariser le cadre réglementaire de délégation du service public de l'eau (DSPE) et mesure d'application de la loi sur l'eau	déc. 2018		PV COFIL	PV COFIL	Approcher l'Administration congolaise/Ministères sectoriels pour le suivi du dossier	COFIL et Ministères sectoriels	En continu	Garder les contacts	ONGOING

6.3 Cadre logique mis à jour

Le cadre logique du DTF a connu une révision lors de l'étude Baseline effectuée en 2018, pas de changement d'objectif ni des résultats, mais certes les indicateurs repris dans le suivi des résultats sont liés aux changements attendus ainsi repris dans Pilot. Chapitre 2, du point 2.2 jusqu'au 2.6. Ci-dessous le cadre révisé.

	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Valeur de départ	Valeur cible	Sources de Vérification	Hypothèses
Objectif Global	Les conditions de vie des populations rurales du Sud Kivu sont améliorées grâce à un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement					
Objectif Spécifique	L'accès durable à l'eau potable est garanti et les comportements en matière d'hygiène sont améliorés dans les 8 réseaux d'alimentation en eau potables ciblés dans la province du Sud Kivu.	<ul style="list-style-type: none"> La population située dans le périmètre d'action du réseau (dans la zone de couverture) Consommation spécifique 	98772 NA	98772 10 l/j/pers	<ul style="list-style-type: none"> Sera estimée en fin de programme avec l'approche de parcelle dans le cadre d'une étude spécifique Estimée à partir du volume en eau vendu 	<ul style="list-style-type: none"> Les études sont suffisamment fiables L'eau est exploitable, et de quantité et qualité suffisantes L'administration locale et les autorités locales sont motivées et prêtes à collaborer. Il en est de même des communautés bénéficiaires La population regagne sa confiance dans les autorités et services locaux Moyens financiers peuvent être mobilisés pour dispositifs d'assainissement Le financement pour la réplique des expériences est trouvé A Cishadu et Nduba la cible sera limité par le début production de sources Les autorités locales et nationales appuient les expériences de la maîtrise d'ouvrages et de gestion communautaire
R 1	Des réseaux d'eau potable dans la province du Sud Kivu sont réhabilités selon les règles de l'art et les technologies adaptées	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de réseaux à réhabiliter pour une population totale de 41394 bénéficiaires directs 	0	100 %	<ul style="list-style-type: none"> PV de réception provenant de travaux PV de réception définitive (fin de période de garantie) 	<ul style="list-style-type: none"> L'eau des aquifères et des sources est exploitable, et de qualité et quantité suffisantes. L'accès au ciment, aux pièces et matériaux de qualité est garanti Les communautés bénéficiaires,

		<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de captage opérationnel • Nombre de bornes fontaines fonctionnelles 	1 par site 156	1 par site 213		l'administration & autorités locales sont motivés et prêts à collaborer - Le budget pour la réalisation du désenclavement du Sud Kivu est trouvé à temps (voies terrestre & fluviale, et par chemin de fer)
R 2	La gestion communautaire est améliorée au travers de la consolidation et de l'appui à la constitution d'ASUREP	<ul style="list-style-type: none"> • L'ASUREP est opérationnelle • Les statuts des ASUREP sont disponibles et notariés avec autorisation de fonctionnement • Nombre d'AG tenues annuellement et PV disponibles • Proportion de femmes dans le CA • Existence d'une Convention de délégation entre l'ASUREP et la Commune • Une distribution en eau annuelle sans longue période d'arrêt est assurée • Compte d'exploitation tenu • Nombre de contrôle de la qualité bactériologique de l'eau réalisé 	0% À vérifier À vérifier Non Non dispo 0 Non 0	100% Oui Au moins 25 % Oui 345 j 12/an Oui à minima 2/an	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport ASUREP, enquête auprès de la population • Documents juridiques • Statuts et PV de réunion AG, vérification sur terrain • Statuts ASUREP • Convention signée • Rapport de Compte d'exploitation • Résultat d'analyse, facture OCC 	<ul style="list-style-type: none"> - Les communautés de la zone d'intervention sont suffisamment motivées. - Les élections futures permettront de désigner des responsables des entités administratives responsables et impliqués - Les futurs élus des entités administratives ne vont pas nuire à la mise en œuvre du Projet - On trouve suffisamment des membres d'ASUREP qui disposent d'assez de capacités ou de pré requis. - Le Projet développe des synergies avec d'autres projets d'initiatives communautaires

R3	Les pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> • Les pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées • Existence et synergie avec un comité d'hygiène présent dans le périmètre du réseau • Nombre de cas de maladies hydriques (choléra, fièvre typhoïde, diarrhée simple) • Campagne de sensibilisation à l'hygiène et santé réalisée • Des équipements liés à l'assainissement et l'hygiène individuels sont réalisés 	0%	100 %	<p>Non</p> <p>4810 cas global</p> <p>Non réalisé</p> <p>0</p>	<p>Oui</p> <p>Diminution du nombre de cas par année</p> <p>Oui</p> <p>2</p>	<p>Rapport enquête auprès des concernés</p> <p>Rapport épidémiologique</p> <p>Rapport / carte</p> <p>Infrastructures réalisées</p>	<p>- Des moyens financiers peuvent être mobilisés pour les dispositifs d'assainissement</p> <p>- Une synergie est recherchée avec d'autres bailleurs ou projets d'appui aux actions communautaires</p> <p>- Les comités sont acceptés par la population</p> <p>- La stabilité politique et sécuritaire permet aux comités de fonctionner</p> <p>- La cohésion entre les membres est forte et stable pour assurer la pérennité des comités</p>
R4	Les leçons pertinentes des expériences de maitrises d'ouvrages et de gestion communautaires sont capitalisées et disséminées.	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de note de capitalisation • Nombre de réunions, ateliers et/ou visites d'échange de capitalisation 	0	1	0	1	<ul style="list-style-type: none"> • Note de capitalisation <p>PV de réunion, documents liés à la préparation des ateliers</p>	<p>- Tous les acteurs sont prêts à accepter leur rôle et respecter le rôle des autres</p> <p>- Le Projet reste à l'écoute des évolutions relatives à la réforme du secteur, les capitalise et les dissémine</p> <p>- Activité dépendante des 2 autres interventions du programme EAU et donc cette activité pourrait être affecté par des risques inhérents à chaque zone</p>

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1620111

Project Title : **Programme Eau Sud Kivu**

Budget Version : **C01**

Currency : **EUR**

Year to month : 31/12/2018

YIM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

2018

	Status	Fin Mode	Amount	2018				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				2017	Q1	Q2	Q3				
01 Audits (20% / partagés avec		REGIE	9.000,00	0,00					0,00	9.000,00	0%
02 MTR et finale partagés		REGIE	10.000,00	0,00					0,00	10.000,00	0%

6.6 Ressources en termes de communication

Sera publié sur le site PIT WEB de l'Enabel dès début janvier 2019, le rapport de l'étude Baseline du Programme Eaux en 2 tomes :

- Rapport des inventaires et de fonctionnement des réseaux au Sud-Kivu ;
- Rapport enquête socio-économique des ASUREP

Et ses annexes suivantes :

- Index du cadre des résultats Sud-Kivu ;
- Cadre résultat Sud-Kivu ;
- Matrice des risques Sud-Kivu

